

Après 40 ans de mutation, l'économie mayennaise conserve ses spécificités agricoles et industrielles

Historiquement la Mayenne occupe une place agricole importante avec pour corollaire une industrie agroalimentaire très développée. Depuis les années 1970, la tertiarisation prend le pas et l'économie mayennaise est en pleine mutation. Entre 2007 et 2017, la Mayenne perd plus de 3 000 emplois. Ces pertes sont concentrées dans l'agriculture, l'industrie et la construction. La tertiarisation de l'économie ne permet pas de les compenser. Malgré ce recul de l'emploi, la Mayenne reste une place forte de l'agriculture en France. En 40 ans, l'industrie résiste mieux aux crises successives en Mayenne que dans le référentiel, avec des spécificités bien marquées dans les industries agroalimentaires, la fabrication de pièces de caoutchouc ou encore l'industrie du papier et du bois. Ces mutations économiques entraînent un changement de structure socioprofessionnelle, avec une hausse du nombre de cadres et une baisse des ouvriers. Le maintien des activités industrielles constitue un premier enjeu économique pour le département. Continuer à développer les activités du tertiaire présentiel, en lien notamment avec le vieillissement ou en proposant de nouveaux services à la population, constitue un second levier pour redonner du dynamisme à l'emploi mayennais et pour répondre aux besoins de la population.

En 40 ans, l'agriculture cède le pas au tertiaire, mais l'industrie résiste

En 40 ans, la Mayenne perd plus des trois quarts de ses emplois agricoles (de 34 % en 1975 à 7 % en 2017). À l'inverse, la part du tertiaire est deux fois plus élevée (de 35 % à 65 %). La grande différence avec le référentiel est que la part des emplois industriels diminue moins fortement, passant de 25 % à 21 %, alors qu'elle baisse de moitié dans le référentiel (32 % à 16 %). L'économie mayennaise a opéré une bascule depuis les années 1970 (figure 1). La tertiarisation de l'économie avait déjà démarré, même si elle était plus faible en Mayenne que dans le référentiel en 1975. Le département était aussi fortement agricole et déjà très industrialisé.

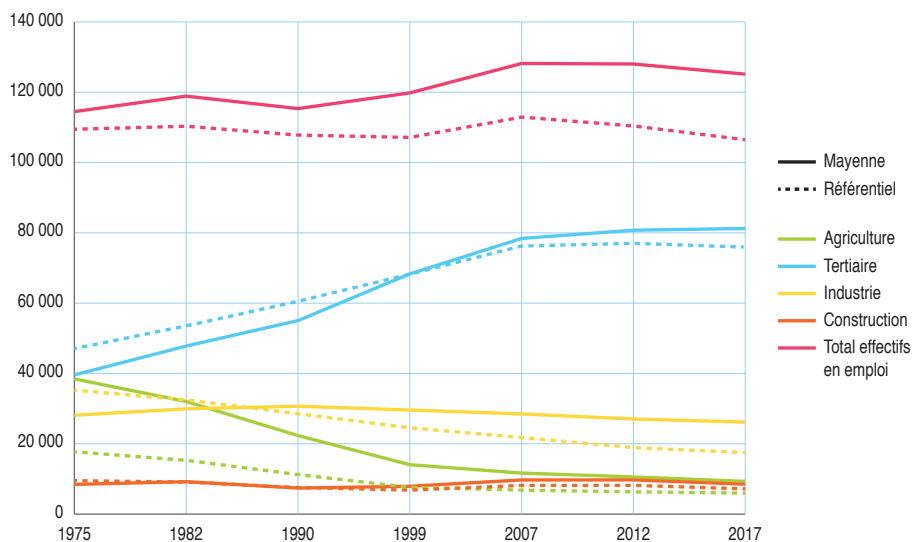
La dynamique du secteur tertiaire ne compense pas les pertes d'emplois des autres secteurs

Si l'emploi a augmenté en Mayenne depuis 1975, la tendance s'est inversée sur une période récente. Les gains d'emplois dans le tertiaire ne compensent pas les pertes dans les autres secteurs. Entre 2007 et 2017, en Mayenne, le nombre d'emplois diminue de 2,3 %, soit une perte de 3 000 emplois. Sur la même période, dans le référentiel les pertes sont plus fortes (-5,7 %), alors que dans les Pays de la Loire, l'emploi progresse de 4,4 %.

Contrairement au référentiel, le secteur tertiaire, dynamique en Mayenne, crée 2 840 emplois entre 2007 et 2017 (+ 3,6 % contre -0,4 % dans le référentiel). Ces gains d'emploi sont portés principalement par le tertiaire productif (*définitions et sources*) qui contribue pour 70 % à la hausse d'emploi du secteur. L'emploi augmente de 10 % en 10 ans dans le tertiaire productif et de 1,4 % dans le tertiaire présentiel (*définitions et sources*).

1 En 40 ans, l'agriculture perd des emplois au profit du tertiaire

Évolution du nombre d'emplois par secteur en emploi au lieu de travail, en Mayenne et dans le référentiel, entre 1975 et 2017



Note : dans le référentiel, les effectifs en emploi sont la moyenne des effectifs des six départements.
Source : Insee, Recensements de la population (RP) de 1975 à 2017.

À l'opposé, l'emploi baisse dans les secteurs de l'agriculture (-2 370 emplois) et de l'industrie (-2 300 emplois). Les pertes d'emplois industriels reflètent en partie le transfert vers le tertiaire productif, lié au développement du recours à l'intérim. Ce phénomène se retrouve en province, et en particulier dans le référentiel mais avec des intensités différentes. La vague de désindustrialisation est moins forte en Mayenne (-8,1 %) par rapport au référentiel (-19,7 %). Pour l'agriculture, l'emploi se dégrade davantage en Mayenne : -20,3 % sur la période, contre -12,7 % dans le référentiel. Ce secteur garde néanmoins une place importante dans l'économie mayennaise. La construction est aussi un secteur en forte baisse, aussi bien en Mayenne que dans le référentiel : -12,6 % sur la période.

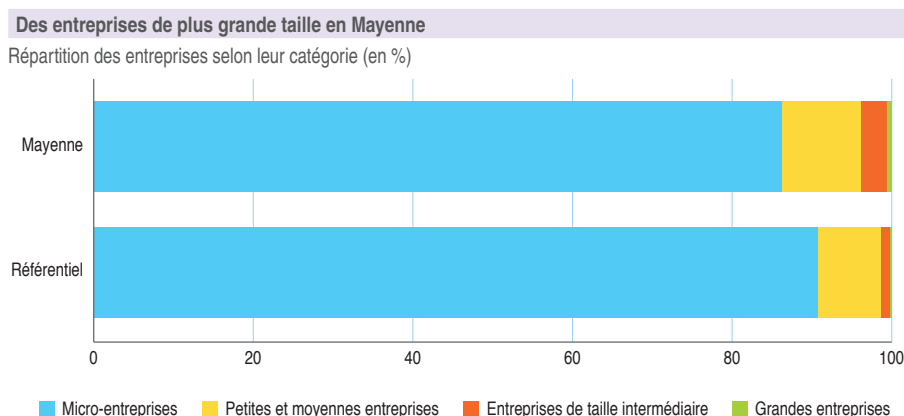
Une place forte de l'agriculture française

La Mayenne est une place forte de l'agriculture française. Ce secteur emploie 9 300 personnes en 2017 dans le département. La production agricole mayennaise est portée par les élevages bovins (lait et viande) et porcins, qui concernent les trois quarts des exploitants. Ainsi, la Mayenne est au 2^e rang des départements français pour l'élevage bovin, après la Vendée, et le 5^e pour l'élevage porcine, derrière les départements bretons. Alors que la population de la Mayenne représente 0,5 % de celle de la France métropolitaine, les productions bovines et porcines pèsent respectivement 4,4 % et 3,3 % de la production nationale. Bien qu'en diminution au profit des surfaces artificialisées, les surfaces agricoles

Encadré 1

En 2017, les petites et moyennes entreprises (PME), les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises, au sens de la loi de modernisation de l'économie de 2008, sont davantage représentées en Mayenne que dans le référentiel. Elles comptent respectivement pour 9,9 %, 3,3 % et 0,5 % des entreprises mayennaises contre 7,9 %, 1,0 % et 0,2 % des entreprises du référentiel. Le nombre de créations d'entreprises augmente de 73 % entre 2007 et 2017 en Mayenne contre une hausse de 49 % dans le référentiel. La différence de dynamique repose sur l'évolution plus marquée de créations d'entreprises de forme sociétaire en Mayenne (+ 53 % contre + 3 % pour le référentiel), tandis que la création d'entreprises individuelles croît au même rythme (+ 83 %).

Davantage d'entreprises de plus grande taille



Note : entreprise définie au sens de la loi de modernisation de l'économie de 2008.

Source : Insee, Fichier approché des résultats d'Esane (Fare) 2017.

utilisées (*définitions et sources*) couvrent 77 % du territoire (62 % dans le référentiel). Deux tiers de la surface agricole utile est de nature fourragère, en lien avec la forte présence des élevages, le reste étant destiné aux autres productions végétales.

La taille moyenne des exploitations augmente de 12 % en Mayenne, entre 2010 et 2016, passant de 66 à 74 ha, contre seulement + 5,5 % dans le référentiel (de 100 à 105 ha). Les gains de productivité associés à l'augmentation de la taille se font au détriment de l'emploi agricole. Sur cette période, le nombre d'exploitations agricoles baisse de 9 % en Mayenne et de 8 % dans le référentiel. Dans le même temps, le nombre d'actifs agricoles mayennais diminue de 10 %, en unités de travail annuel (UTA), (*définitions et sources*).

La tendance est au salariat, notamment les conjoints d'exploitants, mais aussi avec une part d'emplois saisonniers qui tend à augmenter. Cependant, la hausse des effectifs salariés (+ 21 % entre 2010 et 2016) ne compense pas la baisse des non salariés (- 15 % sur la période), ces derniers étant cinq fois plus nombreux en UTA : 8 000 non salariés pour 1 600 salariés. La hausse des salariés saisonniers est de 40 % sur la période, représentant 6,3 % des actifs agricoles en UTA.

Les exploitants agricoles mayennais sont nombreux aux âges proches de la retraite : 53 % ont 50 ans ou plus. Les agriculteurs sont donc plus âgés que le reste de la main-d'œuvre en Mayenne, où seulement 30 % a plus de 50 ans. À l'inverse, les ouvriers agricoles représentent un public jeune : seulement 19 % sont âgés de plus de 50 ans. Les besoins de main-d'œuvre, saisonniers ou non, sont nombreux pour ce métier (*chapitre Marché de l'emploi, page 15*).

Le prix du foncier est plus élevé en Mayenne que dans le référentiel, en particulier au nord ouest du département. Ces tensions pour acquérir des espaces s'expliquent notamment par l'extension du tertiaire ou encore la diminution de la taille des ménages qui engendre davantage de besoins en logements. Avec une population plus âgée des agriculteurs et des départs en retraite plus nombreux, il est difficile pour les jeunes de reprendre une exploitation dont le prix du foncier est dissuasif. Trouver un équilibre entre le maintien de la place forte du duo agriculture-industrie agro-alimentaire (IAA), la volonté d'attirer de nouvelles populations et le développement du tertiaire apparaît comme un enjeu fort pour le département.

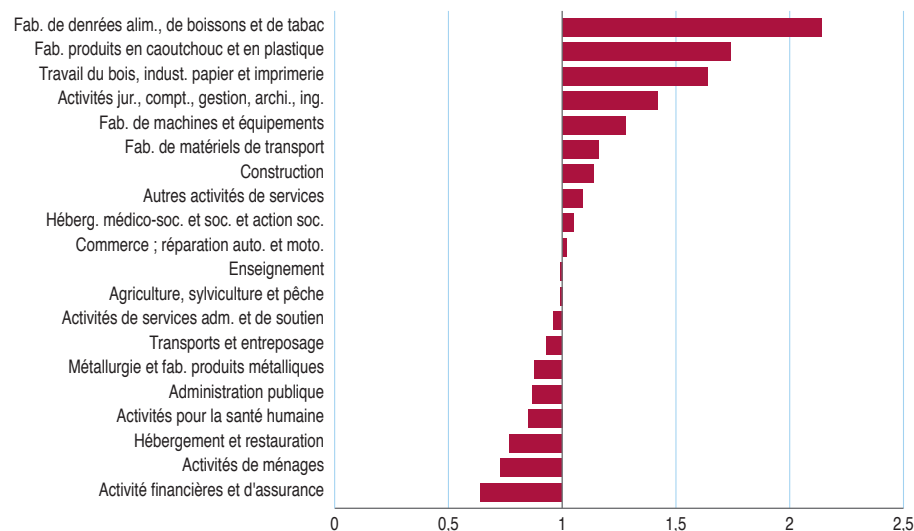
Un tissu industriel spécifique

En 2017, l'industrie mayennaise représente 1 770 établissements et 26 150 emplois. Dans le département, ce secteur s'appuie sur des établissements de grande taille (*encadré 1*) : ceux de plus de 50 salariés regroupent 75 % des emplois industriels, 10 points de plus que dans le référentiel.

En lien avec la place forte de la production agricole en élevage, l'IAA est très présente dans le département. La fabrication de denrées alimentaires est le premier secteur industriel du département, avec 28,1 % des emplois industriels, soit 2,1 fois plus que dans le référentiel (*figure 2*). La Mayenne bénéficie de la présence de groupes leaders français

2 La Mayenne, un territoire d'industrie

Indice de spécificité sectorielle des principaux secteurs de Mayenne par rapport au référentiel, en 2017



Note : indice de spécificité sectorielle (*définitions et sources*).

Lecture : la part du secteur de la fabrication de denrées alimentaires dans l'emploi est 2,1 fois plus élevée en Mayenne que dans le référentiel.

Source : Insee, Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Flores) 2017.

Encadré 2

Des dépenses de recherche et développement faibles

En 2013, les dépenses de recherche et développement (R&D) privée en Mayenne représentent 7 % des dépenses R&D privée de la région. La Mayenne n'accueille pas directement de pôle de compétitivité mais certaines structures, d'enseignement notamment, sont en lien avec des pôles. L'école d'ingénieurs ESTACA (École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile) de Laval, par exemple, est en relation avec le pôle européen des technologies de fabrication EMC2. En dehors des pôles de compétitivité, une filière de renommée internationale, consacrée aux technologies de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée, poursuit son développement à Laval.

comme Bigard et LDC pour la viande, Bel, Lactalis et Savencia pour l'industrie laitière. Cette implantation s'explique en partie par la proximité et le poids élevé de l'activité agricole départementale, structurée autour du lait et de la viande. Les emplois dans l'IAA augmentent de 3,3 % en 10 ans, contre une baisse de 7,8 % dans le référentiel.

La présence de ces grands groupes explique que le secteur de l'IAA dépende très fortement de centres de décision extérieurs au département : 72 % des postes de ce secteur sont dans des établissements affiliés à des groupes extérieurs contre 48 % dans le référentiel et 41 % dans les Pays de la Loire. Cette dépendance peut être un facteur facilitant l'innovation et l'investissement dans la logistique, la robotisation, les technologies de l'information. Ces établissements envisagent de recruter, notamment des ouvriers non qualifiés (*chapitre Marché de l'emploi, page 15*).

Entre 2007 et 2017, en Mayenne la fabrication de matériel de transport connaît, elle aussi, une hausse des effectifs : 450 emplois supplémentaires, soit une hausse de 34,4 %. Dans le département, ce secteur correspond à la fabrication de camping-cars pour les particuliers et de véhicules pour les professionnels.

A contrario, d'autres secteurs industriels sont en perte de vitesse. Ainsi, l'emploi diminue fortement dans les secteurs de la réparation et installation de machines et d'équipements (- 730 emplois), de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (- 510), du travail du bois, des industries du papier et imprimerie (- 510), ou encore de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (- 390). Ces deux derniers secteurs restent toutefois très présents dans le département et représentent à eux deux un quart des emplois industriels.

Le tertiaire se développe, en lien notamment avec le tissu industriel...

Grâce à un recours croissant à l'externalisation d'activités dans l'industrie, le tertiaire productif crée des emplois. Avec 1 750 emplois nets créés, les services

administratifs et de soutien aux entreprises croissent de 30,8 %, contre 15,4 % dans le référentiel. Cela regroupe notamment les centres d'appel, le travail temporaire ou encore le nettoyage courant, avec des postes d'employés et d'ouvriers non qualifiés. L'appel à la main-d'œuvre intérimaire est une pratique forte dans l'industrie, notamment l'IAA, expliquant la hausse d'emploi dans les activités de travail temporaire. Les services informatiques et les transports sont également en hausse sur la période. Le fret interurbain (frigorifique, bétail, etc.) ou de proximité (collecte de lait) se développent notamment en lien avec la forte présence de l'IAA.

En 2017, la Mayenne compte en proportion moins d'emplois dans les activités présentes (*définitions et sources*) que le référentiel ou les Pays de la Loire. Ils représentent 55,4 % de l'ensemble des emplois contre 63,7 % dans le référentiel et 60,6 % dans la région. Entre 2007 et 2017, le nombre d'emplois dans cette sphère diminue de - 1,1 %, contre - 3,3 % dans le référentiel.

... et le potentiel des activités résidentielles

Cette sphère de l'économie constitue un enjeu important pour l'emploi mayennais. En parallèle du fléchissement des activités productives (industrie, agriculture), la sphère résidentielle permet de maintenir l'emploi,

d'autant qu'il existe un potentiel d'activités résidentielles à développer.

Dans la santé, avec une population vieillissante dans les années à venir (*chapitre Démographie, page 8*), les services d'hébergement médico-social et liés à l'action sociale offrent un fort potentiel de croissance. Ces secteurs se développent déjà sur la période récente : ils créent 1 800 emplois entre 2007 et 2017 (+ 21 %). Ces gains d'emplois se font au profit des aides-soignants, des infirmiers en soins généraux et des aides à domicile et aides ménagères. De nombreuses intentions d'embauche (*chapitre Marché de l'emploi, page 15*) sont identifiées par les établissements employeurs mayennais dans ce secteur en 2020, notamment 360 projets de recrutement non saisonnier d'aides-soignants et 300 pour les agents des services hospitaliers.

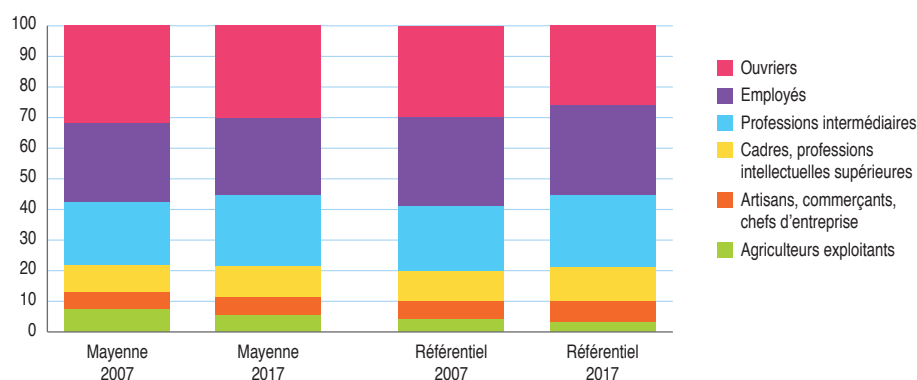
L'emploi diminue dans d'autres secteurs des activités présentes. C'est le cas notamment dans l'hébergement et la restauration (- 3 % entre 2007 et 2017) ou les activités immobilières (- 29 %). Le nombre d'emplois diminue également dans l'administration publique : - 660 emplois sur la période principalement en raison de la dissolution d'un régiment de transmissions en 2011, composé de soldats et caporaux, assimilés à des employés.

Ces mutations économiques entraînent un changement de structure socioprofessionnelle

Le développement des activités tertiaires et la baisse des emplois dans l'industrie et l'agriculture engendrent des modifications des composantes socioprofessionnelles des salariés. Entre 2007 et 2017, le nombre de cadres et de professions intermédiaires augmente alors que les effectifs d'ouvriers, agriculteurs et employés diminuent (*figure 3*).

3 Le nombre de cadres augmente, les emplois d'ouvriers restent nombreux en Mayenne

Répartition des emplois au lieu de travail selon la catégorie socioprofessionnelle en Mayenne et dans le référentiel, en 2007 et 2017 (en %)



Source : Insee, RP 2007 et 2017, exploitations complémentaires.

Encadré 3

Une filière équine ancrée en Mayenne

D'après l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), la Mayenne est le département de la région où le nombre de salariés du secteur équin est le plus élevé. L'emploi de la filière est particulièrement concentré dans le secteur des courses dans le département : 83 % des salariés en 2018 contre 55 % au niveau régional. Le secteur des courses au trot concentre 54 % des salariés du secteur équin en 2018, suivi par les courses au galop (29 %), puis les établissements équestres (15 %), le reste étant destiné à l'élevage. Avec 410 salariés, la Mayenne concentre 18 % de l'emploi national (2 310 salariés) du secteur des courses au trot.

Ainsi, en 2018, 29 % des salariés (soit 760) de l'ensemble du secteur équin régional travaillent en Mayenne. Ce nombre augmente d'un tiers entre 2007 et 2018, soit la plus forte hausse régionale, suivie de près par le Maine-et-Loire.

En Mayenne, trois organismes proposent des formations pour la filière équine : la Maison Familiale Rurale (MFR) de l'hippodrome à Craon, la faculté de droit de Laval et les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLFPA) à Laval.

l'effet de la désindustrialisation. Toutefois, la Mayenne se caractérise par une part d'ouvriers toujours très élevée (30,2 %), bien supérieure au référentiel (25,9 %) ou aux Pays de la Loire (25,2 %), en lien avec la spécialisation du département dans l'industrie. Les pertes d'emplois d'ouvriers se concentrent très majoritairement dans l'industrie (57,6 %), mais aussi dans la construction (38,1 %), deux secteurs en perte de vitesse. Si le nombre d'ouvriers non qualifiés diminue, de nombreux projets de recrutement sont recensés sur ces métiers, notamment dans les secteurs de l'IAA ou sur des postes de manutentionnaires (*chapitre Marché de l'emploi, page 15*).

Le nombre d'agriculteurs diminue aussi sur la période, mais la part d'agriculteurs exploitants demeure plus forte que dans le référentiel : 5,7 % contre 3,5 %.

Le nombre d'employés baisse également, de 5,5 % soit une perte de 1 810 emplois, comme dans le référentiel (-5,4 %). Les employés administratifs d'entreprise et de la fonction publique sont les plus touchés. La part d'employés est plus faible que dans le référentiel (24,9 % contre 29,3 %). ■

En effet, le nombre d'emploi de cadres, résidant ou non dans le département, progresse de 1 410 emplois sur la période, soit +12,6 % contre +8,8 % dans le référentiel. Le nombre d'emplois des professions intermédiaires augmente également : +3 070 emplois sur la période, soit +11,7 % contre 4,1 % dans le référentiel. Les trois quarts des emplois supplémentaires de ces deux catégories socioprofessionnelles se réalisent dans le tertiaire. Au total, les cadres

et les professions intermédiaires représentent 33,6 % de l'emploi mayennais en 2017, contre 34,6 % dans le référentiel. Cette part augmente de 3 points en 10 ans en Mayenne et l'écart se resserre avec le référentiel depuis 2007, illustrant le changement de structure socioprofessionnelle qui s'opère.

Entre 2007 et 2017, le nombre d'ouvriers baisse de 7,5 % soit -3 000 emplois dont 98,7 % d'ouvriers non qualifiés, sous

Définitions et sources

Le secteur tertiaire productif regroupe essentiellement des services auprès des entreprises : transport de marchandises, commerce de gros, autres services aux entreprises.

Le secteur tertiaire présentiel regroupe des services vers les résidents du territoire : commerce de détail, services aux particuliers, transport de personnes, activités de tourisme et de loisirs.

Le secteur tertiaire public regroupe les différents emplois publics et d'entreprises publiques.

L'indice de spécificité sectoriel est le rapport du poids d'un secteur dans une zone d'étude (ici le département) au poids de ce même secteur dans le référentiel. Un indice inférieur à 1 signifie que le secteur est sous-représenté dans le département par rapport à la référence. Au contraire, un indice supérieur à 1 signifie que le secteur est surreprésenté.

Le Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (**Flores**) fournit par commune, le nombre d'établissements et les effectifs salariés fin 2017, par tranche d'effectifs salariés de l'établissement et par activité économique.

La source concernant l'occupation des sols est la SAA (Statistique Agricole Annuelle) 2020 du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. **La superficie agricole utilisée** (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux, etc.), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers, etc.).

L'unité de travail annuel (UTA) est l'unité de mesure de la quantité de travail humain fourni sur chaque exploitation agricole.

Pour en savoir plus

- Fontaine M. et Vahé M., *L'économie des nouvelles zones d'emploi ligériennes : une forte orientation industrielle*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 83, septembre 2020.
- *Bilan économique 2019 - Pays de la Loire*, Insee Conjoncture Pays de la Loire, n° 29, juin 2020.
- Besnard S. et al., *Une croissance continue de l'espace dédié à l'activité économique*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 80, mai 2020.
- Besnard S. et al., *Les métiers de l'agroalimentaire face à des enjeux de renouvellement*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 76, octobre 2019.
- *Dossier territorial départemental Mayenne 2020*, Les collections Agreste Pays de la Loire, janvier 2021.